Autrement dit, cette société, au mépris d'un ordre de saisie signifié par le gouvernement du Canada et au détriment de ses actionnaires, a versé, par l'entremise de son conseil d'administration contrôlé par M. John C. Doyle, la somme d'un million de dollars, au mépris de l'ordre du ministre et du gouvernement. Le ministre me dit que le comité n'a pas à s'occuper de cela. Il ne veut pas qu'on l'embête avec de pareilles niaiseries. Il n'a d'attention que pour les gros machins, les trucs à un milliard. Voilà le tort du gouvernement. Il ne tient pas à ce qu'on lui parle des cas de négligence ou de corruption. Il ferme les yeux. Il s'en fiche. Il chasse du pays les petites gens qui cherchent à déduire certaines choses de leur déclaration de revenus, il les force à chercher un asile fiscal aux Bahamas.

John C. Doyle, lui, peut faire ce qu'il veut. Il peut braver impunément les ordonnances de saisie, violer la loi canadienne à tous les tournants. Et encore, nous ne savons pas l'essentiel. Nous ne connaissons que la situation des années 1950 et 1954. Nous sommes dans le noir pour les 25 autres années, les 25 déclarations que ce gentilhomme a mitonnées sous le regard bienveillant que lui réservait la fiscalité libérale, la souriante indulgence qu'on réserve aux amis libéraux du gouvernement, aux amis libéraux de l'ex-premier ministre de Terre-Neuve. Je ne m'excuse pas d'avoir mis cela sur le tapis. Et j'avertis par avance les députés que j'y reviendrai chaque fois que l'occasion s'en présentera, tant que le gouvernement n'aura pas expliqué cela ou tant qu'il n'aura pas nommé une commission royale impartiale. Je pense que la Commission McDonald devrait être priée de s'occuper de l'affaire.

Je rappelle que la Commission québécoise sur le crime n'a pas été avare de commentaires à l'égard de M. Doyle. Elle a suggéré au gouvernement fédéral de demander son extradition à Panama. Malheureusement il est devenu citoyen panaméen, et ce n'est plus possible. Tout gouvernement qui se respecte démissionnerait. Et encore, ils démissionneraient tous, les ministres qui sont ici, que cela ne suffirait pas. Le ministre des Finances devrait démissionner de honte et de dégoût après ce qu'on nous a présenté.

En ce qui concerne la petite chicane que nous avons eue tout à l'heure, monsieur le président, je vous fais entièrement confiance. Si vous dites que l'article a été adopté, c'est qu'il l'a été. Je serai simplement plus vigilant dans l'avenir, vous pouvez en être certain. Je vous fait pleinement confiance, monsieur l'Orateur. Je voulais simplement mettre le comité au courant de cette affaire.

M. Chrétien: Monsieur le président, le ministre du Revenu national et le ministre de la Justice sont tous les jours à la Chambre. Il y a eu toutes sortes d'accusations de faites concernant un certain dossier. IL est absolument ridicule de prétendre que je devrais connaître le contenu de tous les dossiers depuis 1953, 1954. Le député nous a tout simplement fait perdre une demi-heure. S'il avait voulu être juste, il aurait choisi une autre tribune pour aborder cette question, au lieu d'empiéter sur le temps du comité, pendant l'étude de l'article 1 du bill. S'il veut nous accuser de quelques chose, il y a d'autres moyens de le faire. Mais dire que je devrais démissionner, je trouve que c'est vraiment une des choses les plus drôles que j'ai entendues depuis longtemps à la Chambre.

● (1712)

Le président: A l'ordre. La période de 30 minutes allouée au débat—c'est-à-dire le temps supplémentaire consacré à l'étude

Impôt sur le revenu

de l'article 1—est écoulée; l'article est maintenant adopté et nous allons passer à l'article 2.

Sur l'article 2—Somme à l'égard d'intérêts sur prêt à un employé, etc.

M. Smith (Churchill): Monsieur le président, j'aurais quelques observations à formuler sur l'article 2 concernant le logement, spécialement dans les régions les plus reculées du Canada. Dans beaucoup de nos régions septentrionales, des compagnies, notamment des sociétés minières, offrent à leurs employés des prêts hypothécaires sans intérêt pour leur permettre de s'acheter une maison. J'ai remarqué que certains articles du bill prévoient que des employés qui obtiendront de leur employeur un prêt sans intérêts devront payer l'impôt sur les avantages financiers ainsi obtenus. Le bill autoriserait la fixation d'un taux d'intérêt prescrit et dans le cas d'un employé qui paie un taux moins élevé que le taux prescrit pour un prêt que lui consent sa compagnie, l'employé aura à payer l'impôt sur le montant que représente la différence moins \$500. J'aimerais souligner le problème que cela créera dans certaines de nos localités minières du nord, où il est loin d'être facile de retenir le personnel . . .

M. Chrétien: Puis-je signaler au député que, dans une localité minière comme celles auxquelles il a fait allusion, il est permis de contracter un tel prêt, jusqu'à concurrence de \$50,000, sans avoir d'impôt à payer? Jusqu'à \$50,000 il n'y a pas de problème; c'est si le prêt excède \$50,000 qu'un revenu sera calculé pour fins d'impôt. Il serait peut-être préférable d'étudier l'article 2 en regard de l'article 35, quoique je n'ai pas d'objections à ce qu'on étudie la question maintenant puisque les deux articles traitent fondamentalement de la même chose.

M. Smith (Churchill): Je remercie le ministre de son intervention. J'aimerais toutefois poursuivre car il y a un aspect qu'il n'a pas mentionné. Je sais bien qu'on accorde une exemption allant jusqu'à \$50,000 dans le cas des prêts pour l'achat d'une maison, mais l'expression "prêt résidentiel" est très restrictive puisqu'elle ne s'applique que dans les cas prévus dans un autre article qui stipule qu'un employé n'est admissible à cette exemption que s'il lui faut déménager à au moins 25 milles de son lieu de travail. Il se trouve qu'un bon nombre de ces localités minières sont en plein essor et que beaucoup de sociétés ont eu pour politique d'offrir à leurs employés des prêts sans intérêt pour leur permettre de se procurer une maison. Or, il est stipulé que, pour profiter de cette aide, l'employé doit déménager à plus de 25 milles de son ancien lieu de résidence, ce qui est discriminatoire à l'endroit de ceux qui vivent déjà dans la localité en question, à loyer ou autrement.

Cette restriction pourrait se justifier dans une agglomération urbaine, mais pas dans des régions isolées. Pourquoi n'est-il pas possible de prévoir des clauses spéciales pour les habitants des villages isolés qui se trouvent peut-être à 200 milles de la ville la plus proche? Cette restriction défavorise bien des gens. Le système actuel encourage les travailleurs à s'acheter une maison dans l'agglomération proprement dite. A vrai dire, les sociétés n'en retirent aucun avantage direct sauf que cela leur permet de retenir leur personnel dans le nord.